



• [contact@energies2050.org](mailto:contact@energies2050.org) • [www.energies2050.org](http://www.energies2050.org) •

**Rio+20 : une déclaration d'intentions en panne d'ambition et une planète toujours en crise**

**Stéphane POUFFARY, Directeur Général et fondateur de l'Association ENERGIES 2050**

**Juin 2012**

**[stephane.pouffary@energies2050.org](mailto:stephane.pouffary@energies2050.org)**

**Article publié dans le numéro 39 Medenergie, la revue méditerranéenne de l'énergie en septembre 2012**

### Résumé

#### **Rio de Janeiro, le 22 juin 2012.**

20 ans après le Sommet de la Terre de Rio de Janeiro, les Nations Unies ont organisé du 20 au 22 juin 2012 dans la même ville, une nouvelle Conférence mondiale sur le développement durable appelée Rio+20. L'objet de cet article est de rappeler quels étaient les enjeux et les thématiques de travail de cette conférence et de présenter la déclaration finale qui a été approuvée.

Cet article écrit en direct de Rio de Janeiro s'appuie également sur un ensemble de publications et de présentations réalisées au cours des derniers mois par ENERGIES 2050.

### Abstract

#### **Rio de Janeiro, June 22, 2012.**

20 years after the Earth Summit in Rio de Janeiro, the United Nations organized the 20 to 22 June 2012 in the same city, a new World Conference on Sustainable Development called Rio +20.

The purpose of this paper is to recall what were the issues and thematic work of the conference and present the final declaration was approved.

This article written live from Rio de Janeiro is also based on a set of publications and presentations made during the last few months by ENERGIES 2050.

### Article

#### **Un monde inédit par l'ampleur, la complexité et l'interdépendance des défis auxquels il est confronté**

L'humanité est confrontée à des défis sociaux, écologiques et économiques inédits dans leur ampleur, complexité et interdépendance et qui se déclinent quasiment sans aucune exception au niveau planétaire même si leurs origines peuvent être locales ou historiques.

Il est unanimement acquis que le monde tel que nous l'avons connu et sur lequel s'est construite notre histoire récente n'a pas été et ne sera pas en mesure de répondre à ces défis sans une profonde remise en question de son organisation. Les manifestations de la crise climatique, l'émergence économique et politique de nouveaux pays, les crises répétées rencontrées par les économies et les systèmes politiques des pays industrialisés, comme en témoigne la crise actuelle de la dette, le rôle de nouveaux acteurs économiques ou politiques et les inégalités et la pauvreté qui frappent une part significative de la population mondiale ne font qu'amplifier ce constat.



• [contact@energies2050.org](mailto:contact@energies2050.org) • [www.energies2050.org](http://www.energies2050.org) •

Notre système de gouvernance et l'ordre du monde auquel il fait référence a montré ses limites notamment en ce qui concerne le système financier mondial, malgré les institutions de Bretton Woods, le commerce mondial malgré l'OMC -Organisation Mondiale du Commerce-, la gestion de l'environnement mondial et la promotion du développement durable -malgré l'Agenda 21-, le Plan d'action de Johannesburg et la kyrielle d'institutions nationales, régionales et internationales mises en place à ces fins. Enfin, la complexité et la multiplication des instances de concertations et de négociations ont encore aggravé cette situation en fractionnant les actions et les thématiques avec de plus en plus d'acteurs et de guichets hyper spécialisés, selon des approches sectorielles et verticales peu ou pas organisées de manière complémentaire.

### **Rio+20, une occasion unique que l'humanité ne devait pas manquer**

La Conférence des Nations unies sur le développement durable (CNUDD), encore appelée Rio+20, qui vient de se dérouler à Rio de Janeiro s'inscrit dans la dynamique des différentes Conférences au Sommet précédentes : la Conférence des Nations unies sur l'environnement humain (Stockholm, 1972), la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement appelée encore Sommet de la terre (Rio de Janeiro, 1992), le Sommet du millénaire des Nations unies (New York, 2000) et le Sommet mondial pour le développement durable (Johannesburg, 2002) qui a produit les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

La liste de Conférences ci-dessus pourrait être complétée à l'infini par les centaines de Conférences internationales, régionales ou nationales organisées depuis plusieurs décennies de manière complémentaire aux grands instants internationaux.

Malgré ce qui précède, Rio+20 ne pouvait se réduire à simplement une énième conférence mondiale. Tout d'abord car elle s'est déroulée dans un cadre historiquement particulier au regard des défis auxquels l'ensemble de nos sociétés est confronté et enfin car elle se devait de dresser un bilan de « l'avant » pour écrire collectivement « une feuille de route de l'après ». Instant particulier dans notre histoire collective, Rio+20 était donc de fait dépositaire d'énormément d'attentes car il s'agissait ni plus ni moins que de rédiger le premier chapitre d'une nouvelle page d'histoire à écrire collectivement.

Ceci étant dit, une part non négligeable de sceptiques ne croyant plus aux instances de gouvernances actuelles n'attendait rien de Rio+20. Ces derniers mettaient en avant les échecs et les difficultés rencontrées à l'occasion des précédentes Conférences internationales et soulignaient avec raison la modestie des progrès obtenus, comparés à l'ambition des innombrables textes et accords internationaux que ces Conférences avaient généré. Ces derniers mettaient en doute la volonté, mais aussi et surtout la capacité de la communauté internationale à mettre en œuvre les décisions prises et les plans d'action arrêtés alors même que la plupart des pays et notre organisation mondiale sont confrontés à des crises répétées d'une ampleur inédite.

Opportunité ou occasion unique, disaient les autres, ceux que certains appelleront les optimistes. Ces derniers, bien que conscients des difficultés à fédérer la Communauté internationale autour d'un projet commun conjuguant des intérêts personnels et collectifs inévitablement partiellement contradictoires, voyaient dans cette situation de crises ouvertes ou larvées, un moment particulier propice aux grands changements.

La nature globale de ces crises, constitue une chance pour reconsidérer les modèles économiques et de croissance traditionnels. Les tensions actuelles sur les prix de l'énergie ou des denrées alimentaires, les conséquences du réchauffement climatique, la perte continue de la diversité biologique, les menaces directes sur la paix mondiale ou encore la pauvreté dans laquelle un quart de l'humanité est maintenue en dépit des Objectifs du Millénaire pour le Développement et autres Stratégies de lutte contre la pauvreté, donnent une image du monde qui nous guette si rien n'est fait concrètement pour changer les trajectoires de développement de nos sociétés.



• [contact@energies2050.org](mailto:contact@energies2050.org) • [www.energies2050.org](http://www.energies2050.org) •

## **Rio + 20 ou la nécessité d'un engagement collectif à réinventer**

La Conférence de Rio+20 se devait d'être le lieu de concertation où toutes ces questions auraient dû être mises à plat et débattues. L'assemblée générale des Nations Unies avait fixé dans sa résolution A/RES/64/236 du 24 décembre 2009, comme objectifs pour cette Conférence de renouveler l'engagement politique pour le développement durable, d'évaluer les progrès réalisés et les lacunes qui subsistent dans la mise en œuvre des textes issus des précédents Sommets et d'examiner les défis nouveaux et émergents.

L'engagement politique renouvelé devait être le gage de la poursuite par tous les États du monde des efforts engagés depuis le premier sommet de Rio et relancés à Johannesburg pour construire un développement économique qui assure l'équilibre écologique à court et à long terme et l'équité sociale intra et intergénérationnelle.

Un bilan sans concession des progrès réalisés, mais aussi des échecs dans la mise en œuvre des résolutions prises au cours des dernières décennies, était indispensable pour identifier ce qui ne fonctionne pas, pour renforcer et généraliser ce qui fonctionne et pour innover en tirant avantage des acquis et des échecs.

Ce bilan était de la plus haute importance car il ne faut pas oublier que le monde a connu ces dernières décennies des changements profonds. La mondialisation s'est renforcée à différents niveaux, et l'interdépendance des nations, comme des individus, est désormais une réalité vécue au quotidien par chaque citoyen du monde. La généralisation immédiate des conséquences de la crise de 2008 en est une illustration parfaite. La mondialisation a mis en lumière les lacunes de la gouvernance actuelle. Les crises qui frappent nos sociétés sont autant de défis nouveaux à considérer. Dans tous les cas elles plaident pour une réponse collective et inédite dans les dynamiques de changement à mettre en place.

La première urgence était de se concentrer sur la mise en œuvre des décisions et moins sur le processus de négociation en renforçant la gouvernance au plan local mais aussi et surtout au plan mondial. Il s'agissait de combler les manques, les insuffisances de ce qui a été mis en place jusqu'à ce jour.

Le deuxième défi concernait l'implication des acteurs qui ne sont pas encore au cœur des enjeux de la mise en œuvre ou qui le sont officiellement mais qui n'ont pas de mandat clair et explicite pour exercer l'objet de leur mandat. On citera ici le secteur privé, les institutions nationales et internationales, les gouvernements locaux ou encore les consommateurs. Enfin l'organisation, l'implication et le renforcement de la société civile dans le processus de négociation et de mise en œuvre devait être une priorité pour s'assurer de prendre en compte les préoccupations légitimes des peuples qu'ils soient du Sud ou du Nord.

Le troisième défi concernait les thématiques transversales qui plaident pour une réponse collective différente de nos modes d'organisations souvent sectoriels mis en place par le passé (sans être exhaustif on peut citer : la question alimentaire, les crises hydrique et énergétique, la perte de la biodiversité et des écosystèmes, la désertification, les OMD, le droit à une énergie propre, les modes de consommation et de production, les enjeux territoriaux ruraux et urbains,...).

Le quatrième défi concernait la nécessité de pouvoir évaluer de manière plus claire, efficace et surtout transparente les progrès réalisés dans la mise en œuvre du développement durable, au travers notamment d'indicateurs appropriés.



• [contact@energies2050.org](mailto:contact@energies2050.org) • [www.energies2050.org](http://www.energies2050.org) •

Pour finir, la résolution de l'ONU précisait que Rio+20 serait placée sous le signe des deux thèmes principaux suivants et qu'ils seraient expliqués durant le processus préparatoire de la Conférence : « *une économie verte dans le cadre du développement durable et de la lutte contre la pauvreté* », et « *le cadre institutionnel du développement durable* ».

### **L'économie verte ou l'émergence d'une nouvelle approche**

Ce concept a été introduit en 2008 par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement –PNUE– (Green economy initiative) qui la définit comme une économie à même d'entraîner une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources. En pratique ce concept fait référence à des perceptions, définitions et à des attentes différentes sur le fond et sur la forme selon que l'on se place dans un pays en développement, un pays industrialisé ou encore une économie en transition. On citera également le travail de l'Organisation de coopération et de développement économiques –OCDE– sur la Croissance verte ou encore l'approche développée par l'Union européenne.

En fait, la définition apparemment simple et évidente fait référence à énormément de notions interdépendantes et impliquant l'ensemble des parties prenantes. En substance, il s'agit d'une économie qui doit être à même de générer de la croissance, de créer des emplois et de permettre d'éradiquer la pauvreté au travers d'investissements dans le capital naturel, tout en le préservant afin d'assurer la survie de la planète sur le long terme.

Telle que présentée, elle se veut une nouvelle approche permettant de revisiter les modèles économiques de croissance traditionnels. Elle entend questionner l'économie de l'environnement et de l'écologie en considérant tous les secteurs d'activités tels que l'agriculture, l'énergie, l'industrie, le tourisme, le bâtiment, les villes et les territoires et le quotidien des populations. Enfin, elle entend mobiliser de manière optimale le secteur privé en complément des actions publiques et des mesures mises en place au niveau international, régional, national et local.

Certains Etats et institutions internationales considèrent dès à présent que sa mise en place constitue la première étape de l'indispensable réforme de la gouvernance en matière de développement durable.

Pour autant ce concept est loin de faire consensus notamment chez certains pays du Sud ainsi que chez de nombreux représentants de la société civile qui émettent d'importantes réserves au regard de ce nouveau concept et qui appellent à la plus grande vigilance. Ces derniers reprochent à cette définition de ne pas aborder explicitement les objectifs sociaux, tout en reconnaissant cette référence formelle comme nécessaire à une transformation technologique.

Enfin, de nombreux acteurs et observateurs s'inquiètent d'une nouvelle approche économique qui ne servirait que les besoins d'une nouvelle phase de croissance économique tout en étant déconnectée des crises environnementales, climatiques, financières, économiques et sociales actuelles et qui resterait inaccessible aux populations et aux Etats les plus démunis. Enfin, d'importants pans du développement ne sont pas pris en compte. Sans être exhaustif on citera la question de la monétarisation de la biodiversité ou encore de l'usage et de l'accaparement des terres ou encore la question de l'accès au service énergétique.

Même si le concept n'est en rien définitivement déterminé, la définition actuelle interpelle sur l'absence d'une explicite mention à un mode de vie plus sobre pour les populations les plus favorisées dans un contexte de raréfaction des ressources, qui permettrait l'accès aux services essentiels et aux droits fondamentaux des populations les plus défavorisées. Pour finir, cette définition n'est pas associée à un objectif et à un calendrier précis pour éradiquer la pauvreté.



• [contact@energies2050.org](mailto:contact@energies2050.org) • [www.energies2050.org](http://www.energies2050.org) •

Actuellement de nombreuses organisations internationales dont le PNUE, l'OCDE ou encore l'Organisation du travail (OIT) sont en train d'élaborer des stratégies en matière d'économie, de croissance verte et de développement d'emplois verts décents. A noter également que dans la suite des engagements pris à Cancun, les Parties contractantes se sont engagées à élaborer des stratégies de développement à faible intensité carbone compatibles avec le développement durable.

Malgré ce qui précède, force est de constater que la Conférence de Rio+20 n'a pas permis de dégager une définition unique et partagée de cette nouvelle approche et cela malgré les déclarations officielles et les innombrables événements associés qui ont été organisés sur ce thème, et la société civile reste préoccupée et mobilisée sur les interprétations possibles que porte en lui ce thème.

### **De la nécessité de repenser le cadre institutionnel**

Qu'il s'agisse des institutions onusiennes, des Etats ou des représentants de la société civile, tous s'accordent pour dire que la difficulté de mise en œuvre du développement durable vient (entre autres) du nombre trop important d'accord internationaux (plusieurs centaines) qui y font référence et de l'éclatement et de la multiplication des centres de décisions et des institutions impliquées dans sa mise en œuvre. Un consensus existe aussi en ce qui concerne le besoin de renforcer la dimension environnementale dans les agendas internationaux. Enfin, chacun s'accorde à dire également qu'il faudrait plus de coordination entre les différents processus et un cadre institutionnel cohérent et renforcé.

Le constat est le même au niveau national ou local, avec la multiplication de stratégies et de plan d'actions (SNDD – Stratégie Nationale de Développement Durable-, Agenda 21, Plan climat, Plan biodiversité...) et des conditions de coordination et d'évaluation complexes. Cela est valable que l'on se place dans un pays du Nord ou du Sud même si les modalités de la mise en œuvre sont d'autant plus difficiles au Sud compte tenu de la rareté des moyens financiers.

C'est certainement pour cela que le thème du cadre institutionnel a été retenu comme un des deux thèmes majeurs de Rio+20 (il aurait très probablement été encore pertinent de le mettre en premier en tant que préalable indispensable à tout nouveau Plan d'action).

La question du cadre institutionnel qui serait à même de répondre aux enjeux et aux défis actuels et futurs porte en elle de multiples autres questions et y répondre ne peut s'envisager sans une refonte d'un certain nombre de principes :

- quelle légitimité les Etats désirent-ils donner aux institutions chargées de mettre en œuvre les engagements internationaux qu'ils prennent ? Dit différemment, comment s'assurer que ces institutions auront la légitimité et les moyens indispensables à l'intervention sur des enjeux supranationaux ;
- parmi les institutions qui existent déjà, quelles sont celles qui devront être renforcées, améliorées, rassemblées, voire dissoutes ;
- quelle institution pourrait se voir dotée, dans le domaine du développement durable, de compétences et pouvoirs exécutifs similaires à ceux dont disposent les institutions de Bretton Woods ou encore de l'OMC ou dit autrement comment s'assurer du respect des engagements pris en matière de développement durable et comment garantir le pouvoir d'intervention de l'institution en cas de manquement d'un Etat.



• [contact@energies2050.org](mailto:contact@energies2050.org) • [www.energies2050.org](http://www.energies2050.org) •

Plusieurs options ont fait l'objet de discussions pendant les phases préparatoires de Rio+20 :

- Création d'une Organisation Mondiale de l'Environnement (OME) ou d'une Organisation des Nations Unies pour l'Environnement, certains plaidant pour la transformation/le renforcement du PNUE à cette fin. Cette idée est portée notamment par la France et par l'Union Africaine, mais rencontre une forte réticence de plusieurs pays (en développement, industrialisés ou en transition) qui craignent une nouvelle structure de type OMC qui ne les avantagerait pas ;
- Renforcement du Conseil Economique et Social des Nations Unies (ECOSOC) ;
- Création d'une Organisation Mondiale du Développement Durable, en tant que nouvelle organisation dont la mission aurait été d'animer les différentes structures onusiennes existantes (PNUE, CDD, ECOSOC) ;
- Réforme de la Commission du développement durable -CDD- et mise en place d'un Conseil de développement durable (certains membres estimant que la CDD a trop peu d'impact sur les décisions politiques mondiales, d'autres estimant qu'elle devait être considérablement renforcée et impliquer outre les agences de l'ONU, les institutions de Bretton Woods et de l'OMC) ;
- Reconnaissance du statut particulier des gouvernements locaux dans les institutions onusiennes ;
- Renforcement du rôle de la société civile dans les institutions ou encore mise en place d'un Haut-Commissariat pour les générations futures...

A l'ouverture de Rio+20 rien ne paraissait définitivement arrêté et les discussions semblaient encore ouvertes. Quelle que puisse être l'option retenue, tout le monde s'accordait sur le besoin de redéfinir les modalités de fonctionnement de la gouvernance internationale même si aucun consensus sur les modalités de la mise en œuvre n'a pour l'instant été atteint. En effet, dès lors qu'il s'agit de la mise en œuvre ou de l'élargissement d'une compétence d'une structure existante, les oppositions restent fortes car se posent aussitôt les questions relatives aux modalités de représentation des Etats, aux règles d'intervention, aux besoins en financements additionnels ou encore aux choix des agences susceptibles de fusionner ou d'être renforcées. Dans tous les cas la question du financement apparaît comme un frein majeur et la crise économique qui frappe l'économie mondiale agit comme un inhibiteur d'ambition.

### **Un processus préparatoire collégial pour une stratégie collective à inventer...**

En tant « qu'événement particulier » dans l'histoire de l'humanité au regard des immenses attentes qu'elle portait, Rio+20 a fait l'objet d'un processus préparatoire organisé de manière collégiale. L'ambition de cette indispensable phase de préparation était d'impliquer l'ensemble des parties prenantes afin de s'assurer que les documents de travail qui seraient préparés reflèteraient bien la diversité des analyses, des ressentis, des attentes et des propositions. L'enjeu était de taille, puisqu'il s'agissait de pouvoir dégager collégialement, avant la Conférence, des axes de travail et d'imaginer des pistes d'actions aussi opérationnelles que possible afin que les Chefs d'Etats ou leurs représentants puissent formellement approuver un Plan d'action pendant la Conférence.

Cette phase a été très riche comme en témoigne les très nombreuses contributions que les différentes parties prenantes ont produites et qui sont consultables sur le site dédié de la Conférence.

Il y a quelque mois, Brice Lalonde, co-coordonateur exécutif de l'ONU pour la Conférence déclarait, « *Rio+20, ce sera vous, ce sera ce qu'en feront les parties prenantes* ». Ce dernier soulignait alors qu'il était fondamental que l'implication se fasse à tous les niveaux afin de convaincre les décideurs politiques de mettre en place un plan d'action ambitieux, mais aussi et surtout afin d'assurer que les engagements pris soient respectés.



• [contact@energies2050.org](mailto:contact@energies2050.org) • [www.energies2050.org](http://www.energies2050.org) •

Les parties prenantes rassemblent les Nations Unies, les Etats et les représentants de la société civile. Les Etats participent également au bureau de la Conférence. La société civile se répartit dans ce que l'on appelle les neuf Groupes d'acteurs majeurs (les femmes, les enfants et les jeunes, les peuples autochtones, les ONG, les autorités locales, les salariés et leurs syndicats, les entreprises et l'industrie, la communauté scientifique et technologique, les agriculteurs).

Le processus s'est articulé autour d'une série de réunions et d'un processus de concertation.

Trois Sessions du Comité préparatoire de la Conférence (PrepCom) rassemblant l'ensemble des parties prenantes complétées par une série de réunions dites « inter-sessions », « régionales » et « sous-régionales » qui rassemblaient un nombre moins important d'acteurs sur des thèmes particuliers ont été organisées. Les premières PrepCom se sont tenues respectivement du 17 au 19 mai 2010 (PrepCom 1) et les 7 et 8 mars 2011 (PrepCom 2) au siège de l'ONU à New York. La dernière a eu lieu à Rio de Janeiro, quelques jours avant la Conférence du 13 au 15 juin 2012.

La première phase de la concertation s'est terminée en avril 2011. Les Etats et les organisations onusiennes ont été invités à répondre à un questionnaire sur les enjeux associés à la mise en œuvre du DD. La deuxième phase s'est terminée le premier novembre 2011, les différentes parties prenantes ayant été préalablement invitées à envoyer des contributions aux Nations Unies via le Secrétariat Général de la Conférence.

Le 10 janvier 2012, le Secrétariat Général de la Conférence Rio+20 a publié le « draft zero document » c'est-à-dire le texte qui devait servir de base aux négociations. Ce document de 19 pages « The Future We Want » traduit sous l'intitulé « Le futur que nous voulons » retenait un certain nombre de thèmes prioritaires organisés en 128 articles.

La première version du document ne reflétait pas la richesse des contributions reçues par le Secrétariat de la Conférence à la date du 1er novembre 2011. Les intentions étaient bonnes mais le document restait très général et les modalités de mise en œuvre faisaient souvent défaut au-delà de l'énoncé de l'action à entreprendre.

Sur les 128 paragraphes du document trois étaient consacrés à la sécurité alimentaire (articles 64 à 66), trois à l'eau (articles 67 à 69), deux à l'énergie (70 et 71) et un seul aux villes (article 72).

Pour illustrer la phraséologie utilisée nous citerons ici in extenso l'unique article dédié aux villes durables :

*Article 72 : « Nous nous engageons à promouvoir une approche intégrée et holistique de la planification et de la construction de villes durables par le soutien aux autorités locales, aux réseaux de transport et de communication efficaces, aux bâtiments et établissements humains plus verts et à un système de prestation de services plus efficace, à l'amélioration de la qualité de l'air et de l'eau, la réduction des déchets, une préparation et une intervention pour les catastrophes et une résilience accrue au climat ». Le lecteur se reportera aux dizaines de documents disponibles sur la question des villes sur le site de la Conférence et ne manquera pas de remarquer combien la formulation retenue est éloignée des défis et des enjeux des villes et territoires mais aussi du rôle particulier que jouent les gouvernements locaux dans la mise en œuvre du développement durable à l'échelle locale.*

Ce texte fut néanmoins salué pour l'effort de synthèse qui le définit car chacun avait conscience de la difficulté de l'exercice, mais le texte fut mal voire très mal accueilli par de très nombreux pays en développement et parties concernées car jugé trop généraliste, trop synthétique et ne comportant peu ou pas d'engagements concrets.



• [contact@energies2050.org](mailto:contact@energies2050.org) • [www.energies2050.org](http://www.energies2050.org) •

Prenant acte de cette situation et dans le cadre du processus de préparation il fut possible d'envoyer au Secrétariat Général de la Conférence de nouvelles contributions pour enrichir la première version du document.

Parmi les initiatives, on citera le Forum francophone préparatoire à Rio+20 qui s'est déroulé à Lyon les 8 et 9 février 2012. Organisé par l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) avec le concours de son organisme subsidiaire l'Institut de l'Energie et de l'Environnement de la Francophonie (IEPF) ce Forum de haut niveau fut précédé par une série d'ateliers et de rencontres sur les thématiques suivantes : Droit et développement durable ; Jeunesse et emplois verts ; Forêt, économie verte et lutte contre la pauvreté ; Objectif Rio+20 : Où en est l'accès aux services essentiels ? ; Les collectivités locales et la gouvernance du développement durable et l'économie verte ; Transition énergétique ; Economie verte et développement durable : financement, innovation, information, éco-conception, compétences ; Responsabilité sociétale et ISO 26000 ; Gouvernance, cadres institutionnels et financement du développement durable et enfin Culture et développement durable.

L'OIF rassemblant 56 Etats et gouvernements membres et 19 Etats observateurs, chacun appréciera le niveau important de mobilisation autour de ce type d'événement, sachant que de très nombreuses contributions ont été faites par d'autres acteurs et réseaux avec notamment une très forte mobilisation de la société civile.

Une nouvelle version du document « Le futur que nous voulons » fut proposée par le Secrétariat Général de la Conférence quelques semaines avant la date de début officielle de la Conférence. Le document sur la forme s'était épaissi et le nombre de pages et par conséquent le nombre d'articles avait augmenté. Pour autant le document, malgré des mois de négociations, ne reflétait pas une position consensuelle entre les Etats et plusieurs centaines d'articles faisaient l'objet de profonds désaccords entre les parties alors que moins d'une centaine faisait l'objet d'un accord.

Sur le fonds, le document témoignait d'une volonté générale de renouveler l'engagement politique en faveur de la mise en œuvre du développement durable. Il soulignait aussi les avancées positives en termes d'élaboration d'un cadre politique et institutionnel international, national, régional et local ainsi que les progrès sur plusieurs thématiques. Par contre, son manque d'ambition en termes d'objectifs reflétait la faiblesse de l'engagement politique, le manque de coordination et de transparence au niveau des moyens dans la mise en œuvre des mesures convenues.

Au regard des deux thèmes de la Conférence, le consensus et les engagements concrets étaient encore moins évidents et de nombreuses interrogations existaient sur l'identification des « défis nouveaux et émergents », le rôle des nouveaux acteurs ou encore les attentes vis-à-vis de la conférence elle-même.

Malgré ce qui précède, il convient ici de rappeler qu'il ne s'agissait que du document qui allait servir de base aux négociations et, à ce titre, rien ne paraissait figé et tout paraissait encore possible sur le fonds et sur la forme.

### **Un calendrier qui aurait pu être propice à l'ambition ... chronique d'une Conférence en panne d'ambition**

Du 13 au 15 juin s'est déroulée la troisième et dernière Session du Comité préparatoire de la Conférence.

Sept "sous-commissions" ont été mises en place pour travailler sur le projet de document final à adopter lors de la Conférence des Nations Unies pour le développement durable qui allait s'ouvrir officiellement le 20 juin. Monsieur Sha Zukang, secrétaire général de la Conférence a déclaré solennellement que "*le monde entier regardait ce que nous faisons ici*" tout en demandant aux négociateurs de se concentrer sur la mise en place d'un cadre d'action concret et opérationnel.



• [contact@energies2050.org](mailto:contact@energies2050.org) • [www.energies2050.org](http://www.energies2050.org) •

Les sous-commissions étaient réparties comme suit :

- Les moyens de mise en œuvre et les objectifs de développement durable, modérée par la Barbade;
- Le cadre institutionnel pour le développement durable, modérée par la Norvège ;
- Les modes de consommation et de production durables, l'eau et le changement climatique, modérée par le Guatemala;
- L'économie verte dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté, modérée par le Canada ;
- La parité, l'éducation, la santé, les villes, le transport et l'exploitation minière, co-modérée par la Norvège et le Canada;
- Les océans, modérée par l'Australie;
- Les produits chimiques et la désertification, co-modérée par le Mexique et l'Australie.

Du 16 au 19 juin étaient programmées les consultations dites « informelles » appelées encore les « sandwich days » conduites par le Brésil en tant que pays hôte. La séance plénière d'ouverture s'est déroulée le samedi 16 en milieu d'après-midi. Il s'agissait pour le Brésil de détailler le processus qu'il allait mettre en place pour faciliter les consultations sur le document final de la Conférence.

Le Brésil a diffusé en parallèle un peu avant 18 heures un nouveau texte suite à quoi, à la demande de plusieurs délégations, une plénière nocturne a été organisée. Il est difficile ici de synthétiser la diversité des réactions et l'effet du document diffusé. Pour faire court l'on peut dire que personne n'a été contenté. Le texte tout en invitant à la concertation et à la transparence fermait presque formellement la porte aux amendements. Je ne crois pas avoir croisé une seule personne satisfaite par le document chacun soulignant son manque d'ambition et sa déconnexion avec les travaux réalisés par l'ensemble des parties prenantes depuis plusieurs mois. Les quelques rares points concrets comme l'article 130 plaidant pour une diminution progressive des subventions aux énergies fossiles faisait l'objet de commentaires négatifs à la fois de ceux qui le considéraient comme trop contraignant et à la fois de ceux qui le trouvaient pas assez ambitieux car trop imprécis et sans calendrier précis.

Au sein de la société civile le document a été reçu unanimement comme une coquille vidée de sa substance et en total désaccord avec les objectifs affichés pour la Conférence. Les motivations du Brésil pour avoir commis un tel texte firent l'objet d'innombrables échanges des couloirs de Rio Centro aux allées et aux tentes, à l'autre bout de la ville, au Sommet des Peuples.

### 16 juin 2012 ... « Our Common Vision » ... Un document amputé du « futur que nous voulons »

Il convient ici de regarder en détail le document diffusé par le Brésil le samedi 16. Signe annonciateur ou simple erreur due à la précipitation à diffuser le document, le titre a été amputé de son titre original « Le futur que nous voulons ». « Our Common Vision » est un document d'une cinquantaine de pages et de 287 articles. De nombreuses prises de positions ont circulé avec le titre « Le futur que nous ne voulons pas ». Tout en proposant quelques pistes de travail intéressantes comme la mise en place d'objectifs de développement durable, destinés à prendre le relais des Objectifs du millénaire pour le développement qui arrivent à échéance en 2015, le texte reste très timide et pauvre sur de très nombreux points.

D'une manière générale, le document était encore plus édulcoré que la précédente version et un certain nombre de principes de base avaient même disparu ou avaient été fortement atténués... La notion de responsabilité partagée mais dissociée restait un point de désaccord et de fait la question de la justice sociale restait diluée dans une longue liste de bonnes intentions.

Il s'agissait certes d'un document de négociation et même si rien ne permettait d'affirmer la forme du texte final, la proximité de l'arrivée des Chefs d'Etats laissait à penser que le texte ne serait pas radicalement



• [contact@energies2050.org](mailto:contact@energies2050.org) • [www.energies2050.org](http://www.energies2050.org) •

différent de la version définitive. La version en question était déroutante avec très peu d'éléments chiffrés sur les modalités de mise en œuvre que ce soit sur les questions de financement, de transfert technologique ou en termes de renforcement de capacités.

Une grande effervescence a suivi la diffusion du document par les brésiliens et un grand nombre de propositions concrètes ont remonté aux négociateurs qui eux même se sont mobilisés pour porter les messages qui étaient au cœur de leurs préoccupations que ce soit pour améliorer le texte ou, dans certain cas également, pour essayer de l'atténuer dès lors qu'ils étaient en désaccord avec ce qui était écrit.

La société civile française s'est mobilisée et a fait remonter aux Ministres français concernés et à l'équipe des négociateurs une série de propositions concrètes et précises demandant un engagement fort de la France en faveur d'objectifs ambitieux au service des valeurs que la vision du développement durable porte en elle.

Le chapitre consacré à l'énergie (Articles 125 à 130) illustre bien le manque d'ambition du texte. Tel que rédigé, il porte en lui un certain nombre de questionnements. Il reprend dans l'esprit la logique de l'engagement solennel sans pour autant proposer des éléments chiffrés et encore moins des pénalités en cas de non-respect des engagements pris. Les enjeux du bâtiment y sont traités en quelques mots ainsi que ceux du transport ou de l'espace urbain même si ces thématiques sont reprises dans d'autres chapitres (toujours sans chiffres).

***Texte à mettre dans un encadré***

**Extrait** « Our Common Vision » chapitre Energie – Document en date du 16 juin 2012

125. We recognize the critical role that energy plays in the development process, as access to sustainable modern energy services contributes to poverty eradication, saves lives, improves health and helps provide basic human needs. We stress that these services are essential to social inclusion and gender equality, and that energy is also a key input to production. We commit to facilitate support for access to these services by 1.4 billion people worldwide who are currently without these services. We recognize that access to these services is critical for achieving sustainable development.

126. We emphasize the need to address the challenge of access to sustainable modern energy services for all, in particular for the poor who are unable to afford these services even when they are available. We emphasize the need to take further action to improve this situation, including by mobilizing adequate financial resources, to provide these services in a reliable, affordable, economically viable, and socially and environmentally acceptable manner in developing countries.

127. We reaffirm support for the implementation of national and sub-national policies and strategies, based on individual national circumstances and development aspirations, using an appropriate energy mix to meet developmental needs, including through increased use of renewable energy sources and other low-emission technologies, the more efficient use of energy, greater reliance on advanced energy technologies, including cleaner fossil fuel technologies, and the sustainable use of traditional energy resources. We commit to promoting sustainable modern energy services for all through national and sub-national efforts, inter alia, on electrification and dissemination of sustainable cooking and heating solutions, including through collaborative actions to share best practices and adopt policies, as appropriate. We urge governments to create enabling environments that facilitate public and private sector investment in relevant and needed cleaner energy technologies.



• [contact@energies2050.org](mailto:contact@energies2050.org) • [www.energies2050.org](http://www.energies2050.org) •

128. We recognize that improving energy efficiency, increasing the share of renewable energy, cleaner and energy-efficient technologies are important for sustainable development, including in addressing climate change. We also recognize the need for energy efficiency measures in urban planning, buildings, and transportation, and in the production of goods and services and in the design of products. We also recognize the importance of promoting incentives in favour of, and removing disincentives to, energy efficiency and the diversification of the energy mix, including promoting research and development in all countries, including developing countries.

129. We note the launching of the initiative by the Secretary General on “Sustainable Energy for All”, which focus on access to energy, energy efficiency and renewable energies. We are all determined to act to make sustainable energy for all a reality, and through this, help eradicate poverty and lead to sustainable development and global prosperity. We recognize that countries’ activities in broader energy-related issues are of great importance and are prioritized according to their specific challenges, capacities and circumstances, including energy mix.

130. We recognize the need for further action to rationalize and phase out harmful and inefficient fossil fuel subsidies that encourage wasteful consumption and undermine sustainable development, taking fully into account the specific conditions and different levels of development of individual countries, and in a manner that protects the poor and the affected communities.

Toujours en prenant la partie relative à l’énergie comme illustration, nous avons plaidé pour des engagements forts de la communauté internationale. Pour que le document soit crédible, nous avons demandé à ce que le document retenu à la fin de la Conférence engage les pays à mettre en œuvre un plan chiffré basé sur le renforcement de la sobriété énergétique complété par une stratégie ambitieuse d’efficacité énergétique, assortie d’un plan volontariste de développement des énergies renouvelables. Nous avons rappelé que les objectifs devaient être globaux puis déclinés régionalement et/ou nationalement. Les travaux du GIEC (en se référant au rapport SRREN publié en mai 2011) offrent une analyse pertinente des scénarios possibles (environ 160 modèles évalués). Les objectifs doivent être chiffrés avec un calendrier de mise en œuvre (l’approche retenue dans la mise en œuvre des 3 x 20 européens pour la partie renouvelable pouvant servir utilement d’exemple). D’importants travaux pourraient également contribuer à pouvoir avancer des objectifs réalistes mais ambitieux, même si certains travaux complémentaires devraient probablement être menés (on citera ici les travaux de l’Agence Internationale de l’Energie, de l’Agence Européenne pour l’Environnement, la Commission Européenne, le REN21, IRENA, ...).

Nous avons rappelé que pour donner de la crédibilité aux engagements pris, le suivi des engagements devait être organisé de manière transparente et dans le cadre d’un registre international, et que le lien climat-énergie devait être renforcé. Nous avons souligné que les questions du financement et du transfert technologique devaient être mises en avant, et que l’alinéa 130 sur les subventions aux énergies fossiles devait être complété par la notion d’affectation des économies générées sur les subventions en tant que financement additionnel aux énergies renouvelables (toujours en se référant à un calendrier de mise en œuvre). La question sociale du coût de l’énergie devait être introduite et enfin la question de l’accès à l’énergie et aux services énergétiques associés devait être renforcée et assortie d’engagements financiers chiffrés, dont un lien explicite avec les engagements d’aide au développement et les Objectifs du Millénaire permettrait d’éviter une double comptabilité. Pour finir, nous avons plaidé pour une mention sur la participation de la société civile dans les choix énergétiques en tant que préambule à la mise en œuvre d’une citoyenneté énergétique.



• [contact@energies2050.org](mailto:contact@energies2050.org) • [www.energies2050.org](http://www.energies2050.org) •

Les points relevés ci-dessus ne sont qu'une illustration de l'ampleur des zones de fragilité que portait le texte diffusé par les brésiliens et notre contribution témoigne de la nature des contributions faites pour enrichir le document sachant que ce que nous avons proposé pour le chapitre sur l'énergie pouvait être fait sur l'ensemble des chapitres.

### Mardi 19 juin ... approbation du texte final préparatoire

Contre toute attente, le texte final fut approuvé en plénière le soir du mardi 19 juin, à la veille de l'ouverture officielle de la Conférence mondiale des Nations Unies sur le Développement Durable, avec relativement peu de modifications. Le ministre brésilien des Affaires étrangères, à l'ouverture de la séance déclarera que ce document, bien que très certainement imparfait représentait un texte équilibré réalisable et acceptable à ce stade.

Le document final qui allait être présenté le lendemain aux ministres et chefs d'Etat et de gouvernement faisait 60 pages pour 283 articles. Les défauts et les faiblesses de la précédente version, étaient encore plus criants car les quelques points pouvant faire l'objet d'engagements précis avaient été édulcorés voire tout simplement supprimés.

Toujours en prenant exemple sur le chapitre dédié à l'Energie pour illustrer notre propos, le texte définitif est exactement le même que dans la version précédente (voir l'encadré ci-dessus) à l'exception près que l'ancien article 130 concernant les subventions aux énergies fossiles a été purement et simplement effacé. Nous rappelons ci-dessous l'article supprimé pour mémoire...

*130. We recognize the need for further action to rationalize and phase out harmful and inefficient fossil fuel subsidies that encourage wasteful consumption and undermine sustainable development, taking fully into account the specific conditions and different levels of development of individual countries, and in a manner that protects the poor and the affected communities.*

Il convient de rappeler qu'au même moment, **les 18 et 19 juin**, un certain nombre de Chefs d'Etats était à Los Cabos au Mexique pour une réunion du G20, et que les débats avaient porté principalement sur la crise de la zone euro et sur des questions économiques de court terme.

**Le mercredi 20 juin 2012**, La Conférence mondiale des Nations Unies pour le développement durable s'est ouverte en fin de matinée. Les chefs d'Etat et de gouvernement, vice-présidents, ministres et chefs de délégation ont pris tour à tour la parole.

Le même jour à 14 heures, une manifestation organisée par la société civile a démarré à Candelária en direction de Cinelândia, en plein cœur du centre historique de Rio. La police annoncera le nombre de 80 000 participants. En tant que participant, nous aurons la sensation d'un plus faible taux de participation avec une grande majorité de brésiliens dont une part importante de syndicats de travailleurs profitant de l'occasion médiatique pour se faire entendre ou de groupes de travailleurs du secteur public en grève. Témoignage du dépit de la société civile au regard de la pauvreté des résultats attendus de la Conférence ou difficulté à se déplacer dans les embouteillages de Rio de Janeiro, il n'en reste pas moins que nous aurions aimé voir plus de monde dans les rues. Parmi les participants beaucoup d'émotions et d'images forte comme ce char recouvert de pains ou encore cette une jeune fille déguisée en planète Terre se faisant rouer de coups par des représentations d'industries agro-alimentaires ou encore des sculptures plein de symbolisme représentant cette terre d'Afrique confrontée à tant de défis.



• [contact@energies2050.org](mailto:contact@energies2050.org) • [www.energies2050.org](http://www.energies2050.org) •

Pendant ce temps-là, la Présidente du Brésil Dilma Rousseff était élue Présidente de la Conférence. Les Groupes majeurs invités à prendre la parole ont témoigné, chacun sur ses sujets d'intervention, de leur profonde préoccupation au regard du texte final, et ont manifesté une désapprobation formelle.

Les représentants des Etats ont ensuite pris la parole et chacun a réaffirmé son engagement en faveur des valeurs et des objectifs du développement durable. De nombreux observateurs feront dans les couloirs des commentaires peu flatteurs compte tenu des écarts criants entre l'ambition des déclarations et la pauvreté du document final. N'ayant plus de négociations à faire, les négociateurs se sont répartis en grand nombre dans les différents événements parallèles organisés à Rio Centro.

**Le Jeudi 21**, la Conférence s'est poursuivie avec la prise de parole de plus de 80 chefs d'Etats et s'est terminée le vendredi 22 juin en fin de journée. Le texte a été approuvé en l'état et la Conférence s'est achevée sans éclat.

Il appartient désormais à chacun de se projeter dans la mise en œuvre. Les optimistes verront en cette conférence un point de départ plus qu'une conclusion. Les autres parlent d'un échec comme le témoin de la fin d'un processus. Les communiqués ont été nombreux mais force est de constater que le bruit autour du résultat de la Conférence s'est fait rapidement moins fort. La page est tournée pour certains et le brouhaha des quotidiens politiques nationaux peut reprendre sa place.

J'ai gardé pour la fin **le Sommet des Peuples qui s'est déroulé du 15 au 23 juin** à l'Aterro do Flamengo, en marge de la Baie de Guanabara, dans la zone Sud de la Ville. Dans un apparent désordre, la société d'ici et d'ailleurs s'est mobilisée. Véritable « Rio+20 du citoyen », la société civile, refusant d'être enfermée dans un rôle de spectateur, a organisé des centaines d'événements parallèles. Lieu d'échange de savoirs et d'expériences et lieu où l'engagement se renouvelle, les thèmes portés par la Conférence Rio+20 ont été tous traités selon un angle différent. Ce Sommet alternatif a rassemblé plusieurs dizaines de milliers de personnes pendant ces deux semaines (le chiffre de 20 000 participants a été rapporté par plusieurs médias).

Au fil de l'avancée des travaux à Rio Centro, un certain abattement a pu apparaître mais comme en témoigne la richesse et le volontarisme des communiqués réalisés par la plupart des ONG participantes, chacun entend s'appuyer sur les quelques avancées du texte final pour renouveler son propre engagement. Peut-être en raison de sa proximité avec le terrain, la société civile n'accorde visiblement plus de crédit à la parole politique et chacun entend se concentrer sur la mise en œuvre plus que dans des cérémonies où l'histoire ne s'écrit plus.

La société civile a, tout au long de la Conférence ainsi que pendant tout le processus de préparation, fait preuve de centaines d'initiatives pour expliquer, inviter à l'action et proposer des pistes de travail. Le document final est toujours intitulé « Le Futur que nous voulons » et peu de représentants de cette diversité citoyenne se retrouvent dans ces propos au point que certains responsables d'importantes ONG ainsi que des représentants emblématiques de la société civile tels qu'Ignacy Sachs (économiste père de l'écodéveloppement) ou Marina Silva (ancienne ministre de l'environnement du Brésil) ont adressé dès le jeudi 21 juin un courrier aux Nations Unies pour se désolidariser d'un texte « *vide de substance car uniquement pavé de bonnes intentions* ».

De nombreuses personnes ont proposés de renommer cette conférence en « Rio + Vain » ou « Rio + Rien » ... et si la musique des mots reste la même, le sens est bien différent des promesses de ce « Rio + 20 » qui devait écrire la feuille de route des 20 prochaines années.



• [contact@energies2050.org](mailto:contact@energies2050.org) • [www.energies2050.org](http://www.energies2050.org) •

Pour finir, il convient de souligner les difficultés logistiques que chacun a pu rencontrer à Rio pendant ces quelques jours... aller du Sommet des Peuples à Rio Centro et inversement a été pour beaucoup d'entre nous un véritable parcours du combattant. Certains trajets ont duré jusqu'à 2h30 pris dans les embouteillages de Rio rendant quasiment impossible une présence partagée entre les deux lieux.

### **Une tentative de conclusion... ou le défi de la mise en œuvre.**

Rio+20 se devait d'être résolument différente du « Rio » de 1992. Si la première Conférence avait permis d'élaborer une certaine idée du développement dit « durable » ou « soutenable », la deuxième se devait d'apporter des réponses concrètes et opérationnelles aux défis auxquels sont confrontées nos sociétés.

Rio+20 était également une merveilleuse opportunité pour redéfinir un mieux vivre ensemble supposant le respect des ressources naturelles disponibles et la mise en œuvre à l'échelle mondiale d'une réelle et indispensable solidarité pour un développement partagé et universel, seul garant de la pérennité de nos sociétés.

Au cours des dernières décennies, force est de constater que les progrès n'ont pas été à la hauteur des enjeux et encore moins des engagements pris par les différentes parties prenantes. Pour autant, un certain nombre d'initiatives ont émergé et ont commencé à porter leurs fruits. Qu'elles soient portées par des politiques, des organisations ou institutions locales, régionales, nationales ou internationales, des représentants du secteur privé ou de la société civile, ces réussites sont le témoignage, même modeste, qu'un autre modèle de développement peut avoir du sens.

En ce sens, Rio+20 apparaissait comme une occasion unique pour que la Communauté internationale puisse s'interroger sur ses modalités de fonctionnement et puisse redéfinir un objectif commun pour les prochaines décennies. Chacun craignait une conclusion en forme de liste de « *bonnes intentions* ». Chacun attendait de Rio+20 un véritable plan d'action et le renouvellement de l'engagement de chacun en faveur du développement durable.

Il s'agissait également d'inventer une nouvelle gouvernance qui prenne en compte la réalité du monde d'aujourd'hui afin d'être à même de pouvoir engager concrètement nos sociétés sur le chemin d'une transformation profonde et durable pour le bénéfice partagé des générations présentes et des générations à venir et cela, que l'on se place dans un pays dit développé, en transition ou en développement.

Les deux thèmes de la Conférence étaient intimement liés et renvoyaient à une multitude de concepts et de problématiques dans lesquels chacune des parties prenantes se trouve confrontée à un ensemble d'exigences individuelles légitimes ; mais aussi et surtout à un ensemble de devoirs indispensables envers ce que nous appellerons ici « le collectif ». Rio+20 devait aboutir à une définition partagée et acceptée par tous de cet ensemble de droits et de devoirs. C'est aussi pourquoi une gouvernance profondément renouée sur le fond et sur la forme en assurant à chacun une équitable représentativité indépendante de la seule considération économique ou historique était indispensable. Dans un esprit de responsabilité partagée mais différenciée, la base de ce nouvel arrangement devait être pour chaque Etat ou chaque partie prenante de respecter ses engagements en tant que garantie du partage équitable de l'effort.

Le caractère prestigieux et emblématique de ce nouveau rendez-vous mondial ne devait pas occulter le fait que le monde dans lequel nous vivons a profondément changé, que l'on prenne comme référence les années 70', 80', 90' ou 2000'. Des défis nouveaux et des enjeux bien plus complexes et interdépendants que par le passé ont vu le jour. Nos modes de développement et d'organisation ont montré leurs limites avec des faiblesses



• [contact@energies2050.org](mailto:contact@energies2050.org) • [www.energies2050.org](http://www.energies2050.org) •

notoires et de flagrantes contradictions. Et dans un tel contexte, notre incapacité collective à donner des réponses concrètes aux problèmes soulevés à l'occasion des précédentes Conférences au Sommet n'était pas le moindre des défis.

Quelle que puisse être la lecture que chacun fera des conclusions de Rio+20, force est de constater que le texte de la déclaration finale est très loin d'être à la hauteur des attentes et que la déclaration ressemble plus à une longue liste incantatoire qu'à un plan d'action concret et opérationnel.

Pour autant, comme j'ai eu l'occasion de l'écrire à l'issue de la Conférence sur le climat de Durban, malgré la modestie des résultats, l'histoire n'est pas encore totalement écrite. Certaines des phrases écrites alors peuvent s'appliquer à la Conférence de Rio. Seul le lieu a changé, la modestie des résultats étant le dénominateur commun aux deux cas.

Au final, on retiendra la décision de «renforcer» le Programme des nations unies pour l'environnement même si rien n'a été dit sur les modalités pratiques ou encore l'accord sur la création d'Objectifs du développement durable, destinés à prendre le relais des Objectifs du millénaire pour le développement sachant que ces objectifs arrivent à échéance en 2015 (la nouveauté étant qu'ils concerneront les pays du Nord et ceux du Sud et qu'il doivent être définis d'ici à 2015).

Rio+20 restera dans tous les cas gravée dans les mémoires. Chacun se souviendra des Etats incapables à dépasser leurs propres intérêts au service d'une vision du monde où équité et justice rimerait avec développement partagé dans le cadre d'une trajectoire de développement contrôlée. Rio+20 restera le témoin de nations centrées sur elles en panne d'ambition et d'intérêt collectif. L'Afrique et les pays les moins avancés restent encore plus que jamais les premières victimes de cette situation.

Rio+20 a été aussi l'occasion pour les bonnes volontés de témoigner à nouveau de leur mobilisation et de la sincérité de leur engagement. La richesse des événements associés organisés sur le lieu de la Conférence à Rio Centro ou au Sommet des peuples démontrent à ceux qui pourraient en douter qu'une part grandissante de l'humanité ne croit pas à l'apparente fatalité des trajectoires de développement de nos sociétés.

A ce jour, même si une grande déception voire une certaine colère peut être compréhensible, même si certains communiqués de presse ne parlent que de l'échec, d'autres aussi parlent du renouvellement de leur engagement. De nouveaux réseaux déjà se créent et des partenariats sont annoncés.

Rien ne pourrait être pire que de céder du terrain par lassitude ou par fatalisme. Plus de 45 000 personnes ont participé à cette conférence et plus de 191 pays ont été représentés.

Rio+20 a peut-être manqué son rendez-vous mais je me plais à croire que l'histoire n'est pas encore écrite.

**Stéphane POUFFARY, Directeur Général et fondateur de l'Association ENERGIES 2050**  
22 juin 2012